

**No. 33593**

---

**MEXICO  
and  
SWITZERLAND**

**Agreement on the promotion and reciprocal protection of  
investments (with schedule and protocol). Signed at  
Mexico City on 10 July 1995**

*Authentic texts: French, Spanish and English.  
Registered by Mexico on 26 February 1997.*

---

**MEXIQUE  
et  
SUISSE**

**Accord concernant la promotion et la protection réciproques  
des investissements (avec annexe et protocole). Signé à  
Mexico le 10 juillet 1995**

*Textes authentiques : français, espagnol et anglais.  
Enregistré par le Mexique le 26 février 1997.*

## ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LES ÉTATS-UNIS MEXICAINS ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE CONCERNANT LA PROMOTION ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement des États-Unis Mexicains et le Conseil fédéral suisse, ci-après dénommés "les Parties";

Désireux d'intensifier la coopération économique dans l'intérêt mutuel des deux États,

Dans l'intention de créer et de maintenir des conditions favorables aux investissements des investisseurs d'une Partie sur le territoire de l'autre Partie,

Reconnaissant la nécessité d'encourager et de protéger les investissements étrangers en vue de promouvoir leur prospérité économique,

Sont convenus de ce qui suit:

### Article I

#### Définitions

Aux fins du présent Accord:

- (1) Le terme "entreprise" désigne toute entité constituée ou organisée légalement à des fins lucratives ou non, y compris toute société enregistrée, succursale, "trust", société de personnes, entreprise individuelle, coentreprise (joint venture) ou autre association;
- (2) Le terme "entreprise d'une Partie" désigne une entreprise constituée ou organisée selon la législation d'une Partie ainsi qu'une succursale située sur le territoire d'une Partie et y exerçant des activités économiques.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 14 mars 1996 par notification, conformément à l'article 13.

- (3) Le terme "investissement" englobe toutes les catégories d'avoirs et en particulier:
- (a) la propriété de biens meubles et immeubles acquise ou utilisée à des fins économiques, ainsi que tous les autres droits réels, tels que servitudes, charges foncières, gages immobiliers et mobiliers;
  - (b) les actions, parts sociales et autres formes de participation dans des sociétés;
  - (c) les créances monétaires et droits à toute prestation ayant une valeur économique à l'exception des créances monétaires découlant uniquement de contrats commerciaux pour la vente de biens ou de services et de l'octroi de crédits pour une opération commerciale dont l'échéance est inférieure à trois ans, tel le financement commercial;
  - (d) les droits d'auteur, droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, modèles d'utilité, dessins ou modèles industriels, marques de fabrique ou de commerce, marques de service, noms commerciaux, indications de provenance), savoir-faire (know-how) et clientèle (goodwill);
  - (e) les intérêts découlant de l'engagement de capitaux ou d'autres ressources sur le territoire d'une Partie pour une activité économique sur ce territoire, par exemple en raison de contrats qui supposent la présence de biens d'un investisseur sur le territoire de cette Partie, notamment des contrats clés en main, des contrats de construction ou des concessions.

Une obligation de paiement d'une entreprise d'Etat ou un prêt à l'Etat ou à une entreprise d'Etat ne sont pas considérés comme des investissements.

- (4) Le terme "investissement d'un investisseur d'une Partie" désigne un investissement appartenant ou contrôlé, directement ou indirectement, par un investisseur de cette Partie.
- (5) Le terme "investisseur d'une Partie" désigne un ressortissant ou une entreprise de cette Partie, qui cherche à effectuer, effectue ou a effectué un investissement.
- (6) Le terme "territoire" désigne le territoire de chaque Partie et comprend les zones maritimes adjacentes à l'Etat côtier concerné, soit la zone économique exclusive et

le plateau continental sur lesquels cet Etat peut exercer des droits souverains ou sa juridiction conformément au droit international.

## Article 2

### Champ d'application

Le présent Accord est applicable aux investissements effectués sur le territoire d'une Partie, conformément à ses lois et règlements, par des investisseurs de l'autre Partie, avant ou après son entrée en vigueur, ainsi qu'aux investisseurs d'une Partie. Il n'est toutefois pas applicable aux divergences ou différends antérieurs à son entrée en vigueur.

## Article 3

### Encouragement et admission

- (1) Chaque Partie pourra, en vue d'augmenter de façon significative les flux d'investissement des investisseurs de l'autre Partie, mettre à disposition des informations détaillées concernant:
  - (a) les possibilités d'investissement sur son territoire;
  - (b) les lois, règlements ou dispositions affectant directement ou indirectement l'investissement étranger, y compris les règles de change et les régimes fiscaux; et
  - (c) les statistiques sur l'investissement étranger.
- (2) Chaque Partie admettra l'entrée et l'accroissement des investissements des investisseurs de l'autre Partie conformément à ses lois et règlements ainsi qu'à l'article 5 du présent Accord.
- (3) Chaque Partie délivrera, conformément à ses lois et règlements, les autorisations nécessaires en relation avec ces investissements, y compris avec l'exécution de contrats de licence, d'assistance technique, commerciale ou administrative, ainsi que les autorisations requises pour les activités de consultants ou d'experts.

#### Article 4

##### Protection et traitement

- (1) Les investissements des investisseurs de chacune des Parties se verront accorder en tout temps un traitement juste et équitable, et bénéficieront d'une protection et d'une sécurité pleines et entières sur le territoire de l'autre Partie, conformément au droit international. Aucune Partie n'entravera par des mesures discriminatoires, le management, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements effectués sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie.
- (2) Chacune des Parties accordera sur son territoire aux investissements des investisseurs de l'autre Partie un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements des investisseurs d'un quelconque Etat tiers, le traitement le plus favorable à l'investisseur en cause étant déterminant.
- (3) Chacune des Parties accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie, en ce qui concerne le management, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation de leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, à ses propres investisseurs ou aux investisseurs d'un quelconque Etats tiers, le traitement le plus favorable à l'investisseur en cause étant déterminant.
- (4) Si une Partie accorde des avantages particuliers aux investisseurs d'un quelconque Etat tiers en vertu d'un accord établissant une zone de libre-échange, une union douanière, un marché commun ou une autre organisation régionale similaire ou en vertu d'un accord en vue d'éviter la double imposition, elle ne sera pas contrainte d'accorder de tels avantages aux investisseurs ou aux investissements des investisseurs de l'autre Partie.

#### Article 5

##### Prescriptions de résultats

- (1) Aucune des Parties ne pourra imposer ou appliquer l'une des prescriptions suivantes ou faire exécuter un engagement s'y rapportant, en ce qui concerne un investissement d'un investisseur de l'autre Partie sur son territoire:

- (a) exporter une quantité ou un pourcentage donné de biens ou de services;
  - (b) atteindre un niveau ou un pourcentage donné de contenu national;
  - (c) acheter, utiliser ou privilégier les biens ou les services respectivement produits ou fournis par des personnes situées sur son territoire;
  - (d) lier de quelque façon le volume ou la valeur des importations au volume ou à la valeur des exportations ou aux entrées de devises associées à cet investissement;
  - (e) restreindre sur son territoire la vente des biens ou des services que cet investissement permet respectivement de produire ou de fournir, en liant de quelque façon cette vente au volume ou à la valeur des exportations ou aux entrées de devises;
  - (f) transférer une technologie, un procédé de production ou autre savoir-faire (know-how) à une personne située sur son territoire, sauf lorsqu'une autorité judiciaire ou administrative, ou une autorité en matière de concurrence impose la prescription ou fait exécuter l'engagement pour corriger une violation présumée des lois sur la concurrence ou agir d'une manière qui n'est pas incompatible avec les autres dispositions du présent Accord; ou
  - (g) agir à titre de fournisseur exclusif d'un marché régional ou mondial pour les biens ou les services que l'investissement permet respectivement de produire ou de fournir.
- (2) Aucune des Parties ne pourra subordonner l'octroi ou le maintien d'un avantage, en ce qui concerne un investissement d'un investisseur de l'autre Partie sur son territoire, à l'observation de l'une des prescriptions suivantes:
- (a) atteindre un niveau ou un pourcentage donné de contenu national;
  - (b) acheter, utiliser ou privilégier les biens produits sur son territoire, ou acheter des biens de producteurs situés sur son territoire;
  - (c) lier de quelque façon le volume ou la valeur des importations au volume ou à la valeur des exportations ou aux entrées de devises associées à cet investissement; ou

- (d) restreindre sur son territoire la vente des biens ou des services que cet investissement permet respectivement de produire ou de fournir, en liant de quelque façon cette vente au volume ou à la valeur des exportations ou aux entrées de devises.
- (3) Les alinéas (1) et (2) ne seront pas interprétés de manière à empêcher une Partie de subordonner l'admission d'un investissement d'un investisseur de l'autre Partie à l'observation de prescriptions autres que celles énoncées ci-dessus.

#### Article 6

##### Transferts

- (1) Chacune des Parties accordera sans délai aux investisseurs de l'autre Partie le transfert en monnaie librement convertible des paiements afférents à un investissement, notamment:
- (a) des bénéfices, dividendes, intérêts, gains en capital, redevances, frais de management, d'assistance technique et autres frais, revenus en nature et autres montants découlant de l'investissement;
  - (b) du produit de la vente de la totalité ou d'une partie de l'investissement ou du produit de la liquidation partielle ou totale de l'investissement;
  - (c) des paiements effectués en vertu d'un contrat conclu par un investisseur ou par son investissement, y compris des paiements effectués conformément à une convention de prêt;
  - (d) des paiements découlant de l'indemnisation liée à une expropriation ou à des pertes subies, et
  - (e) des paiements résultant de l'application de dispositions relatives au règlement des différends.
- (2) Les transferts s'effectueront au taux de change en vigueur sur le marché à la date du transfert.

### Article 7

#### Expropriation et indemnisation

- (1) Aucune des Parties ne pourra, directement ou indirectement, nationaliser ou exproprier un investissement d'un investisseur de l'autre Partie sur son territoire, ou prendre une mesure équivalant à la nationalisation ou à l'expropriation d'un tel investissement ("expropriation"), si ce n'est:
  - (a) pour des raisons d'intérêt public;
  - (b) sur une base non discriminatoire;
  - (c) en conformité avec l'application régulière de la loi; et
  - (d) moyennant le versement d'une indemnité conformément aux alinéas (2) à (4).
- (2) L'indemnité devra correspondre à la juste valeur marchande de l'investissement immédiatement avant l'expropriation le concernant ("date d'expropriation"), et elle ne tiendra compte d'aucun changement de valeur résultant du fait que l'expropriation envisagée était déjà connue. Les critères d'évaluation seront la valeur d'exploitation, la valeur de l'actif, notamment la valeur fiscale déclarée des biens corporels, ainsi que tout autre critère applicable au calcul de la juste valeur marchande, selon qu'il y a lieu.
- (3) L'indemnité sera versée sans délai et sera pleinement réalisable.
- (4) Le montant versé à la date du paiement ne pourra être inférieur au montant de l'indemnité due si celui-ci avait été converti en monnaie forte sur le marché financier international à la date de l'expropriation, au taux de change en vigueur à cette date. L'indemnité comprendra les intérêts calculés selon un taux commercial raisonnable pour cette devise jusqu'à la date de paiement.

### Article 8

#### Indemnisation de pertes

En cas de pertes subies sur son territoire par un investissement en raison de conflits armés, troubles civils, catastrophes naturelles ou force majeure, chaque Partie accordera aux



investisseurs de l'autre Partie, en ce qui concerne leur indemnisation, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorderait à ses propres investisseurs ou aux investisseurs d'un quelconque Etat tiers, le traitement le plus favorable à l'investisseur en cause étant déterminant.

#### Article 9

##### Subrogation

Si une Partie, ou l'organisme désigné par elle, a octroyé une garantie financière contre des risques non commerciaux concernant un investissement de l'un de ses investisseurs sur le territoire de l'autre Partie, cette Partie, ou l'organisme désigné par elle, devient, à compter du moment où elle ou il a couvert les pertes présumées de l'investisseur, le bénéficiaire direct de tout paiement dû à l'investisseur. En cas de différend, seul l'investisseur peut engager ou prendre part à une procédure devant un tribunal national ou soumettre l'affaire à l'arbitrage international conformément aux dispositions de l'article 11 du présent Accord.

#### Article 10

##### Autres obligations

- (1) Si des dispositions de la législation de l'une des Parties ou celles d'accords internationaux accordent aux investissements des investisseurs de l'autre Partie un traitement plus favorable que celui prévu dans le présent Accord, ces dispositions prévaudront dans la mesure où elles sont plus favorables.
- (2) Chacune des Parties respectera ses autres engagements à l'égard des investissements des investisseurs de l'autre Partie sur son territoire.

#### Article 11

##### Règlement des différends entre une Partie et un investisseur de l'autre Partie

Les dispositions contenues dans l'Annexe du présent Accord sont pleinement applicables au règlement des différends entre une Partie et un investisseur de l'autre Partie.

### Article 12

#### Règlement des différends entre les Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord

- (1) En cas de différend concernant le présent Accord et relatif à toute question d'interprétation ou d'application, les Parties conviennent de se consulter et de négocier. Elles se prêtent avec la compréhension requise à ces consultations et à ces négociations. Si les Parties aboutissent à un accord, elles le consignent par écrit.
- (2) Si les consultations et les négociations n'apportent pas de solution dans les six mois à compter de la date de la demande d'ouvrir des consultations et à moins que les Parties n'en conviennent autrement, l'une ou l'autre d'entre elles pourra soumettre le différend à un tribunal arbitral composé de trois membres. Chaque Partie désignera un arbitre. Le troisième arbitre, qui sera le président du tribunal arbitral et devra être ressortissant d'un Etat tiers, sera désigné par accord des deux autres arbitres. Si l'un des arbitres est empêché de remplir sa fonction, un remplaçant sera désigné conformément au présent article.
- (3) Si l'une des Parties n'a pas désigné son arbitre dans les deux mois suivant la soumission par l'autre Partie du différend à l'arbitrage et la désignation de son arbitre, cette dernière Partie pourra demander au Président de la Cour internationale de justice de procéder à la désignation. Si ce dernier est empêché de le faire ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, le Vice-président procédera à la désignation. Si le Vice-président en est empêché pour l'une des mêmes raisons, la nomination sera faite par le membre le plus ancien de la Cour.
- (4) Si les deux arbitres désignés par les Parties ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du président dans les deux mois suivant leur désignation, ce dernier sera nommé, à la requête de l'une ou de l'autre Partie, par le Président de la Cour internationale de justice. Si ce dernier est empêché de le faire ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, le Vice-président procédera à la nomination. Si le Vice-président en est empêché pour l'une des mêmes raisons, la nomination sera faite par le membre le plus ancien de la Cour.

- (5) A moins que les Parties n'en disposent autrement, le tribunal fixe lui-même ses règles de procédure. Il statue conformément au présent Accord et aux autres règles du droit international. Ses décisions sont prises à la majorité des voix; elles sont définitives et obligatoires pour les deux Parties.

### Article 13

#### Entrée en vigueur

- (1) Les Parties se notifieront l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises en ce qui les concerne pour l'approbation et la mise en vigueur du présent Accord.
- (2) Le présent Accord entrera en vigueur 30 jours après le jour de la réception de la dernière notification en vertu de l'alinéa (1) du présent article.

### Article 14

#### Durée et dénonciation

- (1) Le présent Accord est conclu pour une durée initiale de dix ans; il restera en vigueur après ce terme pour une durée illimitée, à moins qu'il n'y soit mis fin conformément à l'alinéa (2) du présent article.
- (2) Chacune des Parties pourra dénoncer le présent Accord à la fin de la période initiale de dix ans, ou plus tard en tout temps, avec un préavis écrit de douze mois à l'autre Partie.
- (3) Les dispositions du présent Accord continueront de s'appliquer pendant une période supplémentaire de dix ans aux investissements effectués avant la dénonciation.

Fait à *MEXICO*, le *10 juillet 1995*,  
en deux originaux, chacun en français, en espagnol et en anglais, chaque texte faisant  
également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaut.

Pour le Gouvernement  
des Etats-Unis Mexicains :



Pour le Conseil fédéral  
suisse :



<sup>1</sup> Herminio Blanco Mendoza.

<sup>2</sup> Jean-Pascal Delamuraz.

## ANNEXE

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE UNE PARTIE ET UN INVESTISSEUR  
DE L'AUTRE PARTIEArticle

## Définitions

Aux fins de la présente Annexe:

"investisseur contestant" s'entend d'un investisseur qui dépose une plainte en vertu du présent Accord;

"parties contestantes" s'entend de l'investisseur contestant et de la Partie contestante;

"partie contestante" s'entend de l'investisseur contestant ou de la Partie contestante.

"Partie contestante" s'entend de la Partie contre laquelle une plainte est déposée en vertu du présent Accord;

"CIRDI" s'entend du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements;

"Convention CIRDI" s'entend de la Convention des Nations Unies pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'autres Etats, faite à Washington le 18 mars 1965;

"Convention de New York" s'entend de la Convention des Nations Unies pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faite à New York le 10 juin 1958;

"secrétaire général" s'entend du Secrétaire Général du CIRDI;

"tribunal" s'entend d'un tribunal d'arbitrage établi selon l'Article Cinq de la présente Annexe;

"tribunal de jonction d'instances" s'entend d'un tribunal d'arbitrage établi selon l'Article Six de la présente Annexe; et

"Règles d'arbitrage de la CNUDCI" s'entend des Règles d'Arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International, approuvées par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 15 décembre 1976.

## Article 2

### Règlement des différends entre une Partie et un Investisseur de l'autre Partie

- (1) La présente Annexe établit, pour ce qui concerne le règlement des différends en matière d'investissement postérieurs à l'entrée en vigueur du présent Accord, un mécanisme qui garantit aux investisseurs des Parties à la fois un traitement égal, en conformité avec le principe international de la réciprocité, et une procédure régulière devant un tribunal impartial.
- (2) Tout investisseur d'une Partie qui estime avoir subi une perte ou un dommage en raison ou par suite du manquement de l'autre Partie à une obligation découlant du présent Accord pourra, en son nom ou au nom de l'entreprise de l'autre Partie qui est une personne morale qu'il possède ou contrôle directement ou indirectement, soumettre à l'arbitrage une plainte à cet effet. Une entreprise qui est un investissement ne peut soumettre une plainte à l'arbitrage en vertu de la présente Annexe.
- (3) Lorsqu'un investisseur soumet une plainte à l'arbitrage en vertu de la présente Annexe, ni lui ni son investissement qui est une entreprise ne pourra engager une procédure devant un tribunal national; lorsqu'un investisseur ou son investissement qui est une entreprise engage une procédure devant un tribunal national, l'investisseur ne peut soumettre une plainte à l'arbitrage en vertu de la présente Annexe.
- (4) Un investisseur ne pourra soumettre une plainte à l'arbitrage en vertu de la présente Annexe si plus de trois ans se sont écoulés depuis la date à laquelle l'investisseur a eu ou aurait dû avoir connaissance de la perte ou du dommage subis.

## Article 3

### Règlement d'une plainte par la consultation et la négociation

Les parties contestantes devraient d'abord s'efforcer de régler une plainte par la consultation et la négociation.

#### Article 4

##### Soumission d'une plainte à l'arbitrage

- (1) Lorsque six mois se sont écoulés depuis les événements ayant donné lieu à la plainte et que l'investisseur contestant a notifié au moins trois mois à l'avance à la Partie contestante son intention de soumettre une plainte à l'arbitrage, ledit investisseur peut soumettre la plainte à l'arbitrage en vertu:
  - (a) de la Convention CIRDI, à condition que la Partie contestante et la Partie de l'investisseur soient parties à la Convention;
  - (b) du Mécanisme Supplémentaire du CIRDI, à condition que la Partie contestante ou la Partie de l'investisseur, mais non les deux, soit partie à la Convention CIRDI; ou
  - (c) d'un tribunal *ad hoc* qui, à moins que les parties au différend n'en disposent autrement, sera constitué selon les Règles d'Arbitrage de la CNUDCI.
- (2) Les règles d'arbitrage applicables en vertu de l'alinéa (1) du présent article régissent l'arbitrage, dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par la présente Annexe.

#### Article 5

##### Nombre d'arbitres et méthode de désignation

- (1) A moins que les parties contestantes n'en disposent autrement, le tribunal sera composé de trois arbitres, chacune des parties contestantes en désignant un, le troisième, qui sera l'arbitre en chef, étant désigné par accord des parties contestantes.
- (2) Les arbitres désignés en vertu de la présente Annexe devront avoir de l'expérience en matière de droit international et d'investissement.
- (3) Si un tribunal établi en vertu de la présente Annexe n'a pas été constitué dans les trois mois suivant la date à laquelle la plainte a été soumise à l'arbitrage, soit parce qu'une partie contestante n'a pas désigné son arbitre ou que les parties contestantes ne peuvent se mettre d'accord sur un arbitre en chef, le Secrétaire Général, à la

demande d'une partie contestante, désignera à sa discrétion l'arbitre ou les arbitres non encore désignés. En cas de désignation de l'arbitre en chef, le Secrétaire Général veillera à ce que ce dernier ne soit ressortissant ni de la Partie contestante ni de la Partie de l'investisseur contestant.

#### Article 6

##### Jonction d'instances

- (1) Un tribunal de jonction d'instances établi en vertu du présent Article sera régi par les Règles d'Arbitrage de la CNUDCI et mènera ses procédures conformément auxdites Règles, dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par la présente Annexe.
- (2) Il y aura jonction d'instances dans les cas suivants:
  - (a) lorsqu'un investisseur contestant soumet une plainte à l'arbitrage au nom d'une entreprise qu'il contrôle effectivement et que, simultanément, un ou plusieurs autres investisseurs ayant une part dans la même entreprise, mais ne la contrôlant pas, soumettent en leur nom des plaintes à l'arbitrage pour les mêmes manquements; ou
  - (b) lorsque deux ou plusieurs plaintes sont soumises à l'arbitrage en raison de points communs de fait et de droit.
- (3) Le tribunal de jonction d'instances décidera de sa compétence quant aux plaintes et en connaîtra ensemble, sauf s'il établit que cela porterait préjudice aux intérêts d'une partie contestante.

#### Article 7

##### Droit applicable

- (1) Un tribunal établi en vertu de la présente Annexe statuera conformément au présent Accord et aux autres règles applicables du droit international.



- (2) Toute interprétation d'une disposition du présent Accord faite et acceptée par les deux Parties liera tout tribunal établi en vertu de la présente Annexe.

### Article 8

#### Sentence finale

- (1) Un tribunal établi en vertu de la présente Annexe qui rend une sentence finale pourra accorder uniquement, de façon séparée ou combinée:
- (a) des dommages pécuniaires et tout intérêt applicable;
  - (b) la restitution de biens, auquel cas la sentence autorisera la Partie contestante à verser des dommages pécuniaires, et tout intérêt applicable, en remplacement d'une restitution.
- (2) Lorsqu'une plainte émane d'un investisseur au nom d'une entreprise:
- (a) en cas de restitution de biens, il sera précisé dans la sentence que la restitution devra être faite à l'entreprise;
  - (b) en cas de dommages pécuniaires, et tout intérêt applicable, il sera précisé dans la sentence que le paiement devra être fait à l'entreprise.
- (3) Il sera précisé dans la sentence qu'elle est rendue sans préjudice du droit qu'une tierce personne pourrait avoir au redressement en vertu de la législation interne applicable.
- (4) Un tribunal établi en vertu de la présente Annexe ne pourra ordonner à une Partie de payer des dommages-intérêts punitifs.

### Article 9

#### Irrévocabilité et exécution d'une sentence

- (1) Une sentence rendue par un tribunal établi en vertu de la présente Annexe n'aura force obligatoire qu'entre les parties contestantes et à l'égard de l'affaire considérée.

- (2) Sous réserve de la procédure d'examen applicable dans le cas d'une sentence provisoire, les parties contestantes devront se conformer sans délai à une sentence.
- (3) Chacune des Parties devra assurer l'exécution d'une sentence sur son territoire.
- (4) Un investisseur contestant pourra demander l'exécution d'une sentence arbitrale en vertu de la Convention CIRDI ou de la Convention de New York.
- (5) Toute plainte soumise à l'arbitrage en vertu de la présente Annexe sera réputée découler d'une relation ou d'une transaction commerciale aux fins de l'Article 1 de la Convention de New York.

#### Article 10

##### Rentrées au titre de contrats d'assurance ou de garantie

Dans toute procédure d'arbitrage engagée en vertu de la présente Annexe, une Partie ne pourra alléguer, à des fins de défense, de demande reconventionnelle, de compensation ou autres fins, que l'investisseur contestant a reçu ou recevra, aux termes d'un contrat d'assurance ou de garantie, une indemnité ou autre compensation pour la totalité ou une partie des dommages allégués.

#### Article 11

##### Publication d'une sentence

Une sentence finale ne sera publiée qu'avec le consentement écrit des parties contestantes.

#### Article 12

##### Exclusions

Les dispositions sur le règlement des différends de la présente Annexe ne s'appliquent pas aux mesures prises par une Partie en vue d'interdire ou de restreindre, pour des raisons de sécurité nationale, l'acquisition par des investisseurs de l'autre Partie d'investissements sur son territoire, dont ses ressortissants ont la propriété ou le contrôle, conformément à la législation de chacune des Parties.

## PROTOCOLE

En signant l'Accord entre les Etats-Unis Mexicains et la Confédération suisse concernant la Promotion et la Protection Réciproque des Investissements, les plénipotentiaires soussignés acceptent en outre les dispositions suivantes, qui doivent être considérées comme faisant partie intégrante dudit Accord.

### Ad Article 1

L'exclusion de certains éléments de la définition du terme "investissement" ne porte pas atteinte aux droits et obligations qui y sont attachés.

### Ad Article 3

Les Parties reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'encourager l'investissement en assouplissant les mesures nationales qui se rapportent à la santé, à la sécurité ou à l'environnement. En conséquence, une Partie ne devrait pas renoncer ou déroger, ni offrir de renoncer ou de déroger à de telles mesures dans le dessein d'encourager l'établissement, l'acquisition, l'accroissement ou le maintien d'un investissement d'un investisseur sur son territoire. Une Partie qui estime que l'autre Partie a offert un tel encouragement pourra demander des consultations.

Les Parties reconnaissent que l'entrée et l'accroissement des investissements des investisseurs de l'autre Partie sur leur territoire doivent être soumis aux instruments pertinents de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) en matière d'investissements internationaux.

### Ad Article 4

- (1) Nonobstant les dispositions des alinéas (2) et (3), une Partie pourra accorder à ses investisseurs des incitations spéciales dans le cadre de sa politique de développement afin de favoriser la création d'industries locales, pour autant que l'investissement et les activités des investisseurs de l'autre Partie en relation avec un investissement n'en soient pas affectés de façon significative.

- (2) Nonobstant le principe du traitement national, une Partie pourra exiger qu'un investisseur de l'autre Partie ou qu'une entreprise qu'il possède ou contrôle sur son territoire lui fournisse, à des fins statistiques, des renseignements d'usage concernant cet investissement.

#### Ad Article 5

- (1) Nonobstant les alinéas (1) et (2), le Gouvernement mexicain pourra poser des conditions en relation avec un investissement sur son territoire dans les secteurs suivants: services en matière de divertissements, industrie automobile, transport par eau, industrie Maquiladora ("Décret Maquiladora") et industrie d'exportation ("Décret ALTEX", "Décret PITEX"), pour autant que ces conditions soient prévues dans la législation interne à la date d'entrée en vigueur du présent Accord. Les investisseurs suisses recevront un traitement non moins favorable que celui accordé aux investisseurs d'un quelconque Etat tiers.
- (2) Si une condition mentionnée à l'alinéa (1) est libéralisée dans le cadre de l'ALENA ou d'une autre manière, les investisseurs suisses bénéficieront du traitement de la nation la plus favorisée.
- (3) L'alinéa (2) ne sera pas interprété de manière à empêcher une Partie de subordonner l'octroi ou le maintien d'un avantage en relation avec un investissement sur son territoire à l'observation de conditions liées à l'emplacement géographique des installations de production, à la création d'emplois ou à la formation professionnelle.

#### Ad Article 6

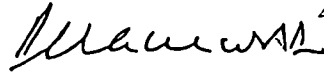
Les Parties reconnaissent que le présent article est applicable conformément aux dispositions des instruments pertinents de l'OCDE acceptés par les Parties et notamment les dispositions sur les dérogations temporaires au principe du libre transfert.

Fait à *Mexico*, le *10 juillet 1995*,  
en deux originaux, chacun en français, en espagnol et en anglais, chaque texte faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaut.

Pour le Gouvernement  
des États-Unis Mexicains :



Pour le Conseil fédéral  
suisse :



---

<sup>1</sup> Herminio Blanco Mendoza.

<sup>2</sup> Jean-Pascal Delamuraz.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS Y LA  
CONFEDERACIÓN SUIZA PARA LA PROMOCIÓN Y PROTECCIÓN  
RECÍPROCA DE LAS INVERSIONES

---

El Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos y el Consejo Federal Suizo, en adelante denominados "las Partes";

DESEANDO intensificar la cooperación económica para el beneficio de ambos Estados;

PROPONIENDOSE crear y mantener condiciones favorables para las inversiones de los inversionistas de una Parte en el territorio de la otra Parte;

RECONOCIENDO la necesidad de promover y proteger la inversión extranjera con el objetivo de fomentar su prosperidad económica;

Han acordado lo siguiente:

**Artículo 1**

**Definiciones**

Para los efectos del presente Acuerdo:

1. **Empresa** significa cualquier entidad constituida u organizada conforme a la legislación vigente, tenga o no fines de lucro, incluyendo cualquier compañía, sucursal, fideicomiso, participación, empresa de propietario único, coinversión u otra asociación.

2. **Empresa de una Parte** significa una empresa constituida u organizada de conformidad con la ley de una Parte, y una sucursal ubicada en territorio de una Parte que desempeñe actividades comerciales en la misma.

3. **Inversión** significa cualquier tipo de activo y particularmente:

- a) bienes muebles, bienes inmuebles adquiridos o utilizados con fines económicos, así como cualesquiera otros derechos *in rem*, tales como servidumbres, hipotecas, gravámenes, derechos de prenda;
- b) acciones, partes o cualquier otra forma de participación en compañías;
- c) reclamaciones pecuniarias o de cualquier ejecución con un valor económico, excepto reclamaciones de dinero que deriven exclusivamente de contratos comerciales para la venta de bienes o servicios, y la extensión de crédito relacionado con una transacción comercial, cuya fecha de vencimiento sea menor a tres años, tal como el financiamiento al comercio;
- d) derechos de autor, derechos de propiedad industrial (tales como patentes, modelos de utilidad, diseños o modelos industriales, marcas comerciales o de servicios, nombres comerciales, indicaciones de origen), "*know-how*" y "*goodwill*";
- e) derechos o intereses surgidos de la aportación de capital u otros recursos en el territorio de una Parte destinados a una actividad económica en ese territorio, tales como los contratos que involucran la presencia de la propiedad de un inversionista en el

territorio de dicha Parte, incluyendo contratos "llave en mano", o de construcción, o concesiones.

La obligación de pago de, o el otorgamiento de un crédito al Estado o a una empresa del estado no se considera una inversión.

4. Inversión de un inversionista de una Parte significa una inversión propiedad o bajo control, directa o indirectamente, de un inversionista de dicha Parte.

5. Inversionista de una Parte significa un nacional o una empresa de dicha Parte, que pretenda realizar, realiza o ha realizado una inversión.

6. Territorio significa el territorio de cada Parte e incluye las áreas marítimas adyacentes a la costa del Estado en cuestión, i.e. la zona económica exclusiva y la plataforma continental, en la extensión en que dicho Estado pueda ejercer derechos soberanos o tenga jurisdicción sobre esas áreas de acuerdo con el Derecho Internacional.

## Artículo 2

### Ámbito de Aplicación

El Presente Acuerdo se aplicará a las inversiones de inversionistas de una Parte, realizadas en el territorio de la otra Parte de conformidad con sus leyes y reglamentos, sean estos anteriores o posteriores a la entrada en vigor del Acuerdo, así como a los inversionistas de una Parte. Sin embargo, no se aplicará a divergencias o controversias que hayan surgido antes de su entrada en vigor.



### Artículo 3

#### Promoción y Admisión

1. Cada Parte, con la intención de incrementar significativamente los flujos de inversión de los inversionistas de la otra Parte, puede facilitar información detallada referente a:

- a) oportunidades de inversión en su territorio;
- b) las leyes, reglamentos o disposiciones que, directa o indirectamente, afecten a la inversión extranjera incluyendo, entre otros, regimenes cambiarios y de carácter fiscal; y,
- c) estadísticas sobre inversión extranjera.

2. Cada Parte admitirá la entrada y la expansión de inversiones de inversionistas de la otra Parte de conformidad con sus leyes y reglamentos, así como con el Artículo 5 de este Acuerdo.

3. Cada Parte otorgará, de conformidad con sus leyes y reglamentos, los permisos necesarios en relación a tales inversiones, incluyendo permisos para llevar a cabo acuerdos de licencia y contratos para asistencia técnica, comercial o administrativa, así como autorizaciones requeridas para las actividades de consultores o expertos.

### Artículo 4

#### Protección y Tratamiento

1. A las inversiones de inversionistas de cada Parte les será otorgado en todo momento un trato justo y equitativo y gozarán de protección y seguridad plenas en

el territorio de la otra Parte, de conformidad con el Derecho Internacional. Ninguna de las Partes perjudicará en modo alguno, por medio de medidas discriminatorias, la administración, mantenimiento, uso, goce o disposición de inversiones en su territorio de inversionistas de la otra Parte.

2. Cada una de las Partes, dentro de su territorio, otorgará a las inversiones de inversionistas de la otra Parte trato no menos favorable que el que otorgue, en circunstancias similares, a las inversiones de sus propios inversionistas o a las inversiones de inversionistas de un tercer Estado, cualquiera que sea más favorable para el inversionista en cuestión.

3. Cada una de las Partes, dentro de su territorio, otorgará a los inversionistas de la otra Parte, en relación con la administración, mantenimiento, uso, goce o disposición de sus inversiones, trato no menos favorable que el que otorgue, en circunstancias similares, a sus propios inversionistas o a inversionistas de cualquier tercer Estado, cualquiera que sea más favorable para el inversionista en cuestión.

4. Si una Parte otorga ventajas especiales a inversionistas de cualquier tercer Estado, en virtud de un acuerdo que establezca una zona de libre comercio, una unión aduanera, un mercado común o una organización regional similar o por virtud de un acuerdo para evitar la doble tributación, no estará obligada a otorgar dichas ventajas a inversionistas o a las inversiones de inversionistas de la otra Parte.

## Artículo 5

### Requisitos de Desempeño

1. Ninguna de las Partes podrá imponer ni hacer cumplir cualquiera de los siguientes requisitos, o hacer cumplir ningún compromiso o iniciativa, en relación con cualquier inversión de un inversionista de la otra Parte en su territorio:

- a) exportar un determinado nivel o porcentaje de bienes o servicios;
- b) alcanzar un determinado grado o porcentaje de contenido nacional;
- c) adquirir, utilizar u otorgar una preferencia a bienes producidos o a servicios prestados por personas en su territorio;
- d) relacionar en cualquier forma el volumen o valor de las importaciones con el volumen o valor de las exportaciones, o con el monto de las entradas de divisas asociadas con dicha inversión;
- e) restringir la venta en su territorio de bienes o servicios que tal inversión respectivamente produce o presta, relacionando de cualquier manera dicha venta al volumen o valor de sus exportaciones o a ganancias que se generen de divisas;
- f) transferir a una persona en su territorio, tecnología, un proceso productivo u otro tipo de conocimiento reservado (*know-how*), salvo cuando el requisito se imponga o el compromiso o iniciativa se hagan cumplir por un tribunal judicial, administrativo o autoridad de competencia para remediar una supuesta violación a las leyes en materia de competencia o para actuar de una manera que no sea inconsistente con otras disposiciones de éste Acuerdo; o
- g) actuar como proveedor exclusivo de los bienes que produce o los servicios que presta a una región específica o mercado mundial.

2. Ninguna de las Partes podrá condicionar la recepción de una ventaja o que se continúe recibiendo la misma en relación con una inversión en su territorio por

parte de un inversionista de la otra Parte, en cumplimiento de cualquiera de los siguientes requisitos:

- a) alcanzar un determinado grado o porcentaje de contenido nacional;
- b) comprar, utilizar o acordar una preferencia a bienes producidos en su territorio, o comprar bienes de productores en su territorio;
- c) relacionar en cualquier forma el volumen o valor de las importaciones con el volumen o valor de las exportaciones, o con el monto de las entradas de divisas asociadas con dicha inversión; o
- d) restringir las ventas en su territorio de bienes o servicios que tal inversión respectivamente produce o presta, relacionando de cualquier manera dichas ventas al volumen o valor de sus exportaciones o a ganancias que generen divisas.

3. Los párrafos (1) y (2) no deberán ser interpretados como impedimento para que una Parte condicione la admisión de una inversión de un inversionista de la otra Parte de acuerdo con requisitos distintos a los previamente establecidos.

## Artículo 6 Transferencias

1. Cada Parte permitirá a los inversionistas de la otra Parte la transferencia sin retraso en una divisa de libre convertibilidad de pagos relacionados con una inversión, particularmente de:

- a) ganancias, dividendos, intereses, ganancias de capital, pagos por regalías, gastos de administración, asistencia técnica y otros honorarios, ganancias en especie y otros montos derivados de la inversión;
- b) productos derivados de la venta total o parcial de la inversión, o de la liquidación total o parcial de la inversión;
- c) pagos realizados conforme a un contrato del que sea parte el inversionista o su inversión, incluyendo pagos efectuados conforme a un contrato de préstamo;
- d) pagos derivados de la indemnización por concepto de expropiación o pérdidas, y
- e) pagos conforme a la aplicación de las disposiciones relativas a la solución de controversias.

2. Las transferencias deberán ser realizadas al tipo de cambio del mercado vigente en la fecha de la transferencia.

#### Artículo 7

##### Expropiación e Indemnización

1. Ninguna de las Partes podrá nacionalizar ni expropiar, directa o indirectamente, una inversión de un inversionista de la otra Parte en su territorio, ni adoptar medida alguna equivalente a la expropiación o nacionalización de esa inversión ("expropiación"), excepto:

- a) por causa de utilidad pública;

- b) sobre bases no discriminatorias;
- c) con apego al principio de legalidad; y
- d) mediante indemnización conforme a los párrafos (2) a (4).

2. La indemnización será equivalente al valor justo de mercado que tenga la inversión expropiada inmediatamente antes de que la medida expropiatoria se haya llevado a cabo ("fecha de expropiación"), y no reflejará cambio alguno en el valor por razones de que la intención de expropiar se haya conocido con antelación a la fecha de expropiación. Los criterios de valuación incluirán el valor corriente, el valor de los activos incluyendo el valor fiscal declarado de bienes tangibles, así como otros criterios que resulten apropiados para determinar el valor justo de mercado.

3. El pago de la indemnización se hará sin demora y será completamente liquidable.

4. La cantidad pagada el día del pago no será inferior a la cantidad equivalente que por indemnización se hubiera pagado en una divisa de libre convertibilidad en el mercado financiero internacional en la fecha de expropiación, y esta divisa se hubiese convertido a la cotización de mercado vigente en la fecha de expropiación, más los intereses que hubiese generado a una tasa comercial razonable para dicha divisa hasta la fecha del día del pago.

### Artículo 8

#### Indemnización por pérdidas

Cada Parte otorgará a los inversionistas de la otra Parte, respecto de las inversiones que sufran pérdidas en su territorio debido a conflictos armados o contiendas civiles, a caso fortuito o de fuerza mayor, trato no

menos favorable, con respecto a una contraprestación de valor, que el que otorgaría a sus propios inversionistas o a inversionistas de cualquier tercer Estado, cualquiera que sea más favorable para dicho inversionista.

#### Artículo 9

##### Subrogación

Si una Parte o la entidad por ella designada ha otorgado cualquier garantía financiera sobre riesgos no comerciales en relación con una inversión efectuada por uno de sus inversionistas en el territorio de la otra Parte, la Parte o su entidad designada serán beneficiarias directas de todo tipo de pago al que pudiese ser acreedor el inversionista desde el momento en que haya cubierto la presunta pérdida del inversionista. En caso de controversia, exclusivamente el inversionista podrá iniciar, o participar en, los procedimientos ante el tribunal nacional o someter el caso al arbitraje internacional de conformidad con las disposiciones del Artículo 11 del presente Acuerdo.

#### Artículo 10

##### Otras obligaciones

1. Si las disposiciones de la legislación de cualquiera de las Partes o de acuerdos internacionales otorgaren a las inversiones de inversionistas de la otra Parte un trato más favorable que el previsto en este Acuerdo, dichas disposiciones prevalecerán sobre el otorgado por este Acuerdo en todo lo que le sea más favorable.

2. Cada Parte cumplirá cualquier otra obligación que haya asumido con respecto a las inversiones en su territorio por inversionistas de la otra Parte.

**Artículo 11**  
**Solución de Controversias entre una Parte**  
**y un Inversionista de la otra Parte**

Con relación a la solución de controversias entre una Parte y un inversionista de la otra Parte, las disposiciones contenidas en el Apéndice del presente Acuerdo serán completamente aplicables.

**Artículo 12**  
**Solución de Controversias entre las Partes respecto**  
**de la Interpretación o Aplicación de este Acuerdo**

1. Las Partes acuerdan consultar y negociar cualquier asunto relacionado a la interpretación o la aplicación de este Acuerdo en caso de surgir alguna controversia respecto del mismo. Las Partes otorgarán la atención y oportunidad necesarias para llevar a cabo dichas consultas y negociaciones. Si las Partes acuerdan sobre el tema de controversia, se redactará un acuerdo por escrito entre las mismas.

2. En caso de que las consultas y negociaciones no resolviesen la controversia en un plazo de seis meses a partir de la fecha de solicitud de dichas consultas, cualquiera de las Partes podrá, salvo que las mismas hayan acordado algo distinto, someter la controversia a un tribunal arbitral compuesto de tres miembros. Cada Parte deberá designar un árbitro. El tercer árbitro, quien será el Presidente del tribunal arbitral y nacional de un tercer Estado, deberá ser designado por acuerdo de los otros dos árbitros. En caso de que alguno de los árbitros no se encuentre disponible para desempeñar sus funciones, se designará un árbitro sustituto según lo dispuesto en este Artículo.



3. Si una de las Partes no designara a su árbitro dentro de un período de dos meses después de que la otra Parte haya sometido la controversia a un tribunal arbitral y haya designado a su árbitro, esta última podrá solicitar al Presidente de la Corte Internacional de Justicia hacer la designación correspondiente. Si éste último no pudiera realizar dicha designación o fuera nacional de cualquiera de las Partes, el Vicepresidente de la Corte hará la designación. Si, por cualquiera de las mencionadas razones, el Vicepresidente no estuviera capacitado para designarle, la designación será efectuada por el siguiente miembro más antiguo de la Corte.

4. En caso de que los dos árbitros designados por las Partes no lleguen a un acuerdo en un plazo de dos meses a partir de su nombramiento respecto del Presidente, cualquiera de las Partes podrá solicitar al Presidente de la Corte Internacional de Justicia que realice la designación correspondiente. Si este último estuviera imposibilitado para realizar dicha designación o es nacional de alguna de las Partes, el Vicepresidente hará la designación. Si por cualquiera de las mencionadas razones, el Vicepresidente estuviera imposibilitado para designarle, la designación será hecha por el siguiente miembro más antiguo de la Corte.

5. El tribunal determinará sus propios procedimientos, salvo que las Partes acuerden lo contrario. El tribunal decidirá la controversia de conformidad con este Acuerdo y las reglas aplicables del Derecho Internacional. El tribunal decidirá por mayoría de votos. Dicha decisión será definitiva y obligatoria para ambas Partes.

### Artículo 13

#### Entrada en Vigor

1. Las Partes deberán notificarse entre sí por escrito sobre el cumplimiento de sus requisitos constitucionales en relación a la aprobación y entrada en vigor de este Acuerdo.

2. Este Acuerdo entrará en vigor 30 días después de la fecha en que la última notificación referida en el párrafo (1) anterior haya sido recibida por la Parte en cuestión.

### Artículo 14

#### Vigencia y Terminación

1. Este Acuerdo permanecerá en vigor por un período inicial de diez años y continuará vigente en lo sucesivo por un período indefinido de tiempo, salvo que se le de por terminado de acuerdo con el párrafo (2) de este Artículo.

2. Cualquier Parte Contratante podrá dar por terminado este Acuerdo al final del período inicial de diez años o en cualquier momento en lo sucesivo, mediante notificación por escrito a la otra Parte con doce meses de antelación.

3. Con relación a las inversiones realizadas antes de la terminación de este Acuerdo, sus disposiciones continuarán surtiendo efectos respecto a dichas inversiones por un período de diez años posteriores a la fecha de terminación.

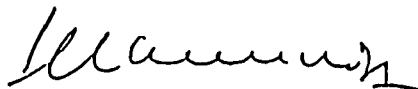
Hecho en la Ciudad de México, el día diez del mes de julio del año de mil novecientos noventa y cinco, en los idiomas español, francés e inglés, siendo cada texto igualmente auténtico. En caso de cualquier divergencia en la interpretación, la versión en idioma inglés prevalecerá.

Por el Gobierno  
de los Estados Unidos Mexicanos:



HERMINIO BLANCO MENDOZA  
Secretario de Comercio  
y Fomento Industrial

Por el Consejo Federal  
Suizo:



JEAN-PASCAL DELAMURAZ  
Vicepresidente de la Confederación  
Suiza y Secretario  
de la Economía Pública

## APÉNDICE

## SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS ENTRE UNA PARTE Y UN INVERSIONISTA DE LA OTRA PARTE

## Artículo 1

## Definiciones

Para los fines de este Apéndice:

**Inversionista contendiente** significa un inversionista que formula una reclamación en los términos dispuestos por el presente Acuerdo;

**partes contendientes** significa el inversionista contendiente y la Parte contendiente;

**parte contendiente** significa el inversionista contendiente o la Parte contendiente;

**Parte contendiente** significa la Parte contra la cual se hace una reclamación en los términos dispuestos por el presente Acuerdo;

**CIADI** significa el Centro Internacional de Arreglo de Diferencias Relativas a Inversiones;

**Convenio de CIADI** significa el Convenio sobre Arreglo de Diferencias Relativas a Inversiones entre Estados y Nacionales de Otros Estados, celebrado en Washington el 18 de marzo de 1965;

**Convención de Nueva York** significa la Convención de Naciones Unidas sobre el Reconocimiento y Ejecución de las Sentencias Arbitrales Extranjeras, celebrada en Nueva York, el 10 de junio de 1958;

Secretario General significa el Secretario General de CIADI;

Tribunal significa un tribunal arbitral establecido conforme al Artículo Quinto de este Apéndice;

Tribunal de acumulación significa un tribunal arbitral establecido conforme al Artículo Sexto de este Apéndice; y

Reglas de Arbitraje de CNUDMI significa las Reglas de Arbitraje de la Comisión de Naciones Unidas sobre Derecho Mercantil Internacional (CNUDMI), aprobadas por la Asamblea General de las Naciones Unidas, el 15 de diciembre de 1976.

## Artículo 2 Solución de Controversias entre una Parte y un Inversionista de la otra Parte

1. Este Apéndice establece un mecanismo para la solución de controversias en materia de inversión que se susciten a partir de la entrada en vigor del presente Acuerdo, y que asegura, tanto un trato igual entre inversionistas de las Partes de acuerdo con el principio de reciprocidad internacional, como el debido ejercicio de la garantía de audiencia y defensa dentro de un proceso legal ante un tribunal imparcial.

2. Un inversionista de una Parte podrá, por cuenta propia o en representación de una empresa de la otra Parte que sea una persona moral de su propiedad o bajo su control, directa o indirectamente, someter una reclamación a arbitraje cuyo fundamento sea el que la otra Parte ha violado una obligación establecida en el presente Acuerdo, siempre y cuando el inversionista o su inversión hayan sufrido pérdidas o daños en virtud de la violación o a consecuencia de ella. Una empresa que sea una inversión no podrá someter una reclamación a arbitraje conforme a este Apéndice.

3. Si un inversionista somete una reclamación a arbitraje conforme a este Apéndice, ni él ni su inversión que sea una empresa podrán iniciar procedimientos ante tribunal nacional alguno; si un inversionista o su inversión que es una empresa inicia procedimientos ante un tribunal nacional, el inversionista no podrá someter una reclamación a arbitraje conforme a este Apéndice.

4. Un inversionista no podrá someter una reclamación a arbitraje conforme a este Apéndice si han transcurrido más de tres años a partir de la fecha en la cual el inversionista tuvo conocimiento o debió haber tenido conocimiento de las pérdidas o daños sufridos.

### Artículo 3

#### Solución de Reclamaciones mediante Consulta y Negociación

Las partes contendientes intentarán primero dirimir la controversia por vía de consulta o negociación.

### Artículo 4

#### Sometimiento de la Reclamación al Arbitraje

1. Siempre que hayan transcurrido seis meses desde que tuvieron lugar los actos que motivan la reclamación y que el inversionista contendiente haya notificado por escrito por lo menos con tres meses de anticipación a la Parte contendiente su intención de someter la reclamación a arbitraje, el inversionista contendiente podrá someter la reclamación a arbitraje de acuerdo con:

- a) el Convenio de CIADI, siempre que, tanto la Parte contendiente como la Parte del inversionista, sean Estados Parte del mismo;

- b) las Reglas del Mecanismo Complementario de CIADI, cuando la Parte contendiente o la Parte del inversionista, pero no ambas, sean Estados Parte del Convenio de CIADI;
- c) un tribunal ad-hoc el cual, salvo que se haya acordado de otro modo por las partes de la controversia, se establecerá conforme a las Reglas de Arbitraje de CNUDMI.

2. Las reglas de arbitraje aplicables conforme al párrafo (1) del presente Artículo regirán el arbitraje, salvo en la medida de lo modificado por este Apéndice.

## Artículo 5

### Número de Árbitros y Método de Nombramiento

1. Salvo que las partes contendientes acuerden algo distinto, el tribunal estará integrado por tres árbitros, un árbitro nombrado por cada una de las partes contendientes y el tercero, quien será el presidente del tribunal arbitral, designado por las partes contendientes de común acuerdo.
2. Los árbitros designados conforme a este Apéndice, deberán contar con experiencia en Derecho Internacional y en materia de inversiones.
3. En caso de que un tribunal establecido conforme a este Apéndice no se integre en un plazo de 3 meses a partir de la fecha en que la reclamación se someta al arbitraje, ya sea porque una parte contendiente no designe árbitro o las partes contendientes no logren un acuerdo en la designación del presidente del tribunal arbitral, el Secretario General, a petición de cualquier parte contendiente, nombrará, a su discreción, al árbitro o árbitros aún no designados. Sin embargo, en caso del nombramiento del presidente del tribunal, el Secretario General deberá asegurarse que

dicho presidente no sea nacional de la Parte contendiente ni nacional de la Parte del inversionista contendiente.

## Artículo 6

### Acumulación de Procedimientos

1. Un tribunal de acumulación establecido conforme a este Artículo se instalará con apego a las Reglas de Arbitraje de CNUDMI y procederá de conformidad con lo establecido en dichas Reglas, salvo lo dispuesto por el presente Apéndice:

2. Los procedimientos se acumularán en los siguientes casos:

- a) cuando un inversionista contendiente presente una reclamación a arbitraje en representación de una empresa que esté efectivamente bajo su control y, de manera paralela, otro u otros inversionistas que tengan participación en la misma empresa, pero sin tener control de ella, presenten reclamaciones a arbitraje por cuenta propia como consecuencia de las mismas violaciones; o
- b) cuando se sometan a arbitraje dos o más reclamaciones que planteen en común cuestiones de hecho y de derecho.

3. El tribunal de acumulación resolverá sobre la jurisdicción a la que habrán de someterse las reclamaciones y examinará conjuntamente dichas reclamaciones, salvo que determine que los intereses de cualquiera de las partes contendientes se verían perjudicados.



### Artículo 7

#### Derecho Aplicable

1. Un tribunal establecido conforme a este Apéndice decidirá las controversias sometidas a su consideración de conformidad con el presente Acuerdo y las demás reglas aplicables del Derecho Internacional.

2. Cualquier interpretación que conjuntamente y de común acuerdo formulen las Partes sobre una disposición de este Acuerdo, será obligatoria en cualquier tribunal establecido de conformidad con este Apéndice.

### Artículo 8

#### Laudo Definitivo

1. Cuando un tribunal establecido conforme a este Apéndice dicte un laudo definitivo, sólo podrá acordar, conjunta o separadamente:

- a) daños pecuniarios y los intereses correspondientes;
- b) la restitución de la propiedad, en cuyo caso el laudo dispondrá que la Parte contendiente pueda pagar daños pecuniarios, más los intereses que procedan, en lugar de la restitución.

2. Cuando la reclamación la haga un inversionista en representación de una empresa:

- a) el laudo que prevea la restitución de la propiedad dispondrá que la restitución sea otorgada a la empresa;

- b) el laudo que conceda daños pecuniarios y los intereses correspondientes dispondrá que la suma de dinero sea pagada a la empresa.

3. El laudo dispondrá que es dictado sin perjuicio de los derechos que tenga un tercero sobre la reparación de los daños que haya sufrido, conforme a la legislación local aplicable.

4. Un tribunal establecido conforme a este Apéndice no podrá ordenar a una Parte a pagar daños que tengan carácter punitivo.

#### Artículo 9

##### Definitividad y Ejecución del Laudo

1. Un laudo dictado por un tribunal establecido conforme a este Apéndice será obligatorio para las partes contendientes y únicamente respecto del caso concreto.

2. Conforme a lo dispuesto en el procedimiento de revisión aplicable a laudos provisionales, las partes contendientes cumplirán los laudos sin demora.

3. Cada Parte dispondrá la ejecución de laudos en su territorio.

4. Los inversionistas contendientes podrán recurrir a la ejecución de un laudo arbitral conforme al Convenio de CIADI o a la Convención de Nueva York.

5. Para los efectos del Artículo I de la Convención de Nueva York, se considerará que la reclamación que se somete a arbitraje conforme a este Apéndice ha surgido de una relación o transacción comercial.

**Artículo 10****Pagos conforme a Contratos de Seguro o Garantía**

En un procedimiento de arbitraje conforme a lo previsto en este Apéndice, una Parte no aducirá como defensa, reconvención, derecho de compensación u otros, que el inversionista contendiente recibió o recibirá, de acuerdo a un contrato de seguro o garantía, indemnización u otra compensación por todos o parte de los presuntos daños.

**Artículo 11****Publicación de laudos**

Los laudos definitivos se publicarán únicamente en caso de que exista acuerdo por escrito entre las partes contendientes.

**Artículo 12****Exclusiones**

No estarán sujetas al mecanismo de solución de controversias de este Apéndice, las resoluciones que adopte una Parte, las cuales, por razones de seguridad nacional, prohíban o restrinjan la adquisición de una inversión en su territorio, que sea propiedad o esté controlada por sus nacionales, por parte de inversionistas de la otra Parte, de conformidad con la legislación de cada Parte.

## PROTOCOLO

Al momento de la firma del presente Acuerdo de Promoción y Protección Recíproca de las Inversiones entre los Estados Unidos Mexicanos y la Confederación Suiza, los suscritos plenipotenciarios acordaron además establecer las siguientes disposiciones, mismas que deben ser consideradas como parte integrante del referido Acuerdo.

### Ad Artículo 1

La exclusión de ciertos elementos de la definición del término "inversión" es sin perjuicio de los derechos y obligaciones relacionados con dichos elementos.

### Ad Artículo 3

Las Partes reconocen que es inadecuado alentar la inversión por medio de un relajamiento de las medidas internas aplicables a las áreas de salud, seguridad o medio ambiente. En consecuencia, ninguna Parte deberá renunciar a aplicar o de cualquier otro modo derogar, u ofrecer renunciar o derogar, dichas medidas como medio para inducir el establecimiento, la adquisición, la expansión o conservación de la inversión de un inversionista en su territorio. Si una Parte estima que otra Parte ha alentado una inversión de tal manera, podrá solicitar consultas.

Las Partes reconocen que la entrada y expansión de las inversiones en su territorio por inversionistas de la otra Parte debe ser acorde con los instrumentos relevantes de la Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económicos (OCDE) en el campo de las inversiones internacionales.

#### Ad Artículo 4

1. No obstante lo dispuesto en los párrafos (2) y (3), las Partes pueden otorgar a sus propios inversionistas, dentro del marco de su política de desarrollo, incentivos especiales con el propósito de estimular la creación de industrias locales, siempre y cuando no afecten significativamente la inversión y las actividades de los inversionistas de la otra Parte en relación con una inversión.

2. No obstante el principio de trato nacional, las Partes podrán exigir a un inversionista de la otra Parte, o a una empresa en su territorio que sea propiedad o se encuentre bajo control de dicho inversionista, que proporcione información rutinaria con fines estadísticos relacionados con su inversión.

#### Ad Artículo 5

1. No obstante lo establecido en los párrafos (1) y (2), el Gobierno Mexicano puede imponer requisitos en relación con una inversión en su territorio en los siguientes sectores: Servicios de Entretenimiento, Industria Automotriz, Transportación de Agua, Industria Maquiladora (Decreto "Maquiladora"), Manufactura para la Exportación ("Decreto "ALTEX", Decreto "PITEX"), siempre y cuando dichos requisitos estén previstos en la legislación nacional al momento de la entrada en vigor del presente Acuerdo. Los inversionistas suizos deben gozar de un trato no menos favorable que el otorgado a inversionistas de un tercer Estado.

2. En virtud de que los requisitos establecidos en el párrafo (1) antes mencionado serán liberalizados en el contexto del TLCAN o de cualquier otra forma, debe otorgárseles trato de la nación más favorecida a los inversionistas suizos.

3. El párrafo (2) no debe ser interpretado en el sentido de impedir que una Parte condicione la recepción de una ventaja o la continuación de su recepción, en relación con una inversión en su territorio, conforme a un requisito de localización geográfica de producción, o a la creación de empleos o capacitación de trabajadores.

#### Ad Artículo 6

Las Partes reconocen que este Artículo debe ser aplicado de conformidad con las disposiciones de los instrumentos relevantes de la OCDE tal y como fueron aceptados por las Partes, incluyendo en particular, disposiciones sobre controles temporales del principio de libre transferencia.

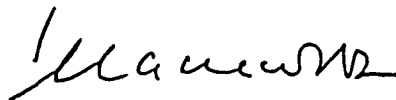
Hecho en la Ciudad de México, el día diez del mes de julio del año de mil novecientos noventa y cinco, en los idiomas español, francés e inglés, siendo cada texto igualmente auténtico. En caso de divergencia en cuanto a su interpretación, prevalecerá el texto en Inglés.

Por el Gobierno  
de los Estados Unidos Mexicanos:



HERMINIO BLANCO MENDOZA  
Secretario de Comercio  
y Fomento Industrial

Por el Consejo Federal  
Suizo:



JEAN-PASCAL DELAMURAZ  
Vicepresidente de la Confederación  
Suiza y Secretario  
de la Economía Pública

AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE UNITED MEXICAN STATES AND  
THE SWISS CONFEDERATION ON THE PROMOTION AND RE-  
CIPROCAL PROTECTION OF INVESTMENTS

---

The Government of the United Mexican States and the Swiss Federal Council, hereinafter the Parties;

Desiring to intensify economic cooperation to the mutual benefit of both States,

Intending to create and maintain favourable conditions for investments by investors of one Party in the territory of the other Party,

Recognizing the need to promote and protect foreign investments with the aim to foster their economic prosperity,

Have agreed as follows:

Article I

Definitions

For the purposes of this Agreement:

- (1) enterprise means any entity constituted or organized under applicable law, whether or not for profit, including any corporation, branch, trust, partnership, sole proprietorship, joint venture or other association;
- (2) enterprise of a Party means an enterprise constituted or organized under the law of a Party, and a branch located in the territory of a Party carrying out business activities there.
- (3) Investment means every kind of asset and particularly:
  - (a) movable property, immovable property acquired or used for economic purposes, as well as any other rights in rem, such as servitudes, mortgages, liens, pledges;
  - (b) shares, parts or any other kind of participation in companies;

---

<sup>1</sup> Came into force on 14 March 1996 by notification, in accordance with article 13.

- (c) claims to money or to any performance having an economic value, except for claims to money that arise solely from commercial contracts for the sale of goods or services, and the extension of credit in connection with a commercial transaction, which maturity date is less than three years, such as trade financing;
- (d) copyrights, industrial property rights (such as patents, utility models, industrial designs or models, trade or service marks, trade names, indications of origin), know-how and goodwill;
- (e) interests arising from the commitment of capital or other resources in the territory of one Party to economic activity in such territory, such as under contracts involving the presence of an investor's property in the territory of such Party, including turnkey or construction contracts, or concessions.

A payment obligation from, or the granting of a credit to, the State or a State enterprise is not considered an investment.

- (4) Investment of an investor of a Party means an investment that is owned or controlled, directly or indirectly, by an investor of such a Party;
- (5) Investor of a Party means a national or an enterprise of such Party, that seeks to make, is making or has made an investment.
- (6) Territory means the territory of each Party and includes the maritime areas adjacent to the coast of the State concerned, i.e. the exclusive economic zone and the continental shelf, to the extent to which that State may exercise sovereign rights or jurisdiction in those areas according to international law.

## Article 2

### Scope of Application

The present Agreement shall apply to investments of investors of one Party, made in the territory of the other Party in accordance with its laws and regulations, whether prior to or after the entry into force of the Agreement, as well as to investors of a Party. It shall, however, not be applicable to divergencies or disputes which have arisen prior to its entry into force.



### Article 3

#### Promotion and admission

- (1) Each Party, with the aim to significantly increase investment flows by investors of the other Party, may make available detailed information regarding:
  - (a) investment opportunities in its territory;
  - (b) the laws, regulations or provisions that, directly or indirectly, affect foreign investment including, among others, currency exchange and fiscal regimes; and,
  - (c) foreign investment statistics.
- (2) Each Party shall admit the entry and the expansion of investments by investors of the other Party in accordance with its laws and regulations as well as with Article 5 of this Agreement.
- (3) Each Party shall grant, in accordance with its laws and regulations, the necessary permits in connection with such investments, including permits for the carrying out of licencing agreements and contracts for technical, commercial or administrative assistance, as well as authorizations required for the activities of consultants or experts.

### Article 4

#### Protection and treatment

- (1) Investments of investors of each Party shall at all times be accorded fair and equitable treatment and shall enjoy full protection and security in the territory of the other Party in accordance with international law. Neither Party shall in any way impair by discriminatory measures the management, maintenance, use, enjoyment or disposal of investments in its territory of investors of the other Party.
- (2) Each Party shall in its territory accord investments of investors of the other Party treatment not less favourable than that which it accords, in like circumstances, to investments of its own investors or to investments of investors of any third State, whichever is more favourable to the investor concerned.

- (3) Each Party shall in its territory accord investors of the other Party, as regards the management, maintenance, use, enjoyment or disposal of their investments, treatment not less favourable than that which it accords, in like circumstances, to its own investors or to investors of any third State, whichever is more favourable to the investor concerned.
- (4) If a Party accords special advantages to investors of any third State by virtue of an agreement establishing a free trade area, a customs union, a common market or a similar regional organization or by virtue of an agreement on the avoidance of double taxation, it shall not be obliged to accord such advantages to investors or investments of investors of the other Party.

#### Article 5

##### Performance Requirements

- (1) No Party may impose or enforce any of the following requirements, or enforce any commitment or undertaking, in connection with any investment of an investor of the other Party in its territory:
  - (a) to export a given level or percentage of goods or services;
  - (b) to achieve a given level or percentage of domestic content;
  - (c) to purchase, use or accord a preference to goods produced or services from persons in its territory;
  - (d) to relate in any way the volume or value of imports to the volume or value of exports or to the amount of foreign exchange inflows associated with such investment;
  - (e) to restrict sales of goods or services in its territory that such investment respectively produces or provides, by relating such sales in any way to the volume or value of its exports or foreign exchange earnings;
  - (f) to transfer technology, a production process or other type of know-how to a person in its territory, except when the requirement is imposed or the commitment or undertaking is enforced by a court, administrative tribunal or competition authority to remedy an alleged violation of competition laws

- or to act in a manner not inconsistent with other provisions of this Agreement; or
- (g) to act as exclusive supplier of the goods it produces or the services it provides to a specific region or world market.
- (2) No Party may condition the receipt or continued receipt of an advantage in connection with an investment in its territory of an investor of the other Party, on compliance with any of the following requirements:
- (a) to achieve a given level or percentage of domestic content;
- (b) to purchase, use or accord a preference to goods produced in its territory, or to purchase goods from producers in its territory;
- (c) to relate in any way the volume or value of imports to the volume or value of exports or to the amount of foreign exchange inflows associated with such an investment; or
- (d) to restrict sales of goods or services in its territory that such an investment respectively produces or provides, by relating such sales in any way to the volume or value of its exports or foreign exchange earnings.
- (3) Paragraphs (1) and (2) shall not be construed to prevent a Party from conditioning the admission of an investment of an investor of the other Party on compliance of requirements other than those set out thereof.

### Article 6

#### Transfers

- (1) Each Party shall grant investors of the other Party the transfer without delay in a freely convertible currency of payments in connection with an investment, particularly of:
- (a) profits, dividends, interests, capital gains, royalty payments, management fees, technical assistance and other fees, returns in kind and other amounts derived from the investment;

- (b) proceeds from the sale of all or any part of the investment, or from the partial or complete liquidation of the investment;
  - (c) payments made under a contract entered into by the investor, or its investment, including payments pursuant to a loan agreement;
  - (d) payments arising from the compensation for expropriation or losses, and
  - (e) payments pursuant to the application of provisions relating to the settlement of disputes.
- (2) Transfers shall be made at the market rate of exchange prevailing on the date of transfer.

### Article 7

#### Expropriation and Compensation

- (1) No Party may directly or indirectly nationalize or expropriate an investment of an investor of the other Party in its territory or take measure tantamount to nationalization or expropriation of such an investment ("expropriation"), except:
- (a) for a public purpose;
  - (b) on a non-discriminatory basis;
  - (c) in accordance with due process of law; and
  - (d) on payment of compensation in accordance with paragraphs (2) through (4).
- (2) Compensation shall be equivalent to the fair market value of the expropriated investment immediately before the expropriation took place ("date of expropriation"), and shall not reflect any change in value occurring because the intended expropriation had become known earlier. Valuation criteria shall include the going concern value, asset value including declared tax value of tangible property, and other criteria, as appropriate, to determine fair market value.
- (3) Compensation shall be paid without delay and be fully realizable.
- (4) The amount paid on the date of payment shall be no less than if the amount of compensation owed had been converted into hard currency in the international

financial market on the date of expropriation, and this currency had been converted at the market rate of exchange prevailing on the date of expropriation, plus the interest that had accrued at a commercially reasonable rate for such currency until the date of payment.

#### Article 8

##### Compensation for Losses

Each Party shall accord to the investors of the other Party, with respect to the investments that suffer losses in its territory due to armed conflicts or civil disturbance, acts of God or force majeure, treatment, as regards any valuable consideration, not less favourable than would be accorded to its own investors or to investors of any third State, whichever is more favourable to the investor concerned.

#### Article 9

##### Subrogation

If a Party or its designated Agency has granted a financial guarantee against non-commercial risks concerning an investment by one of its investors in the territory of the other Party, the Party or its designated Agency becomes the direct beneficiary of any kind of payment due to the investor from the moment in which it has covered the investor's presumed loss. In case of a dispute, only the investor may initiate, or participate in, proceedings before a national tribunal or submit the case to international arbitration in accordance with the provisions of Article 11 of this Agreement.

#### Article 10

##### Other obligations

- (1) If provisions in the legislation of either Party or in international agreements entitle investments by investors of the other Party to treatment more favourable than is provided for by this Agreement, such provisions shall to the extent that they are more favourable prevail over this Agreement.

- (2) Each Party shall observe any other obligation it has assumed with regard to investments in its territory by investors of the other Party.

#### Article 11

##### Settlement of Disputes between a Party and an Investor of the other Party

As regards the settlement of disputes between a Party and an investor of the other Party, the provisions of the Schedule to this Agreement shall be fully applicable.

#### Article 12

##### Settlement of Disputes between the Parties Concerning the Interpretation or Application of this Agreement

- (1) Where a dispute arises concerning this Agreement, the Parties agree to consult and negotiate on any matter related to its interpretation or application. The Parties shall accord the necessary consideration and opportunity for such consultations and negotiations. Should the Parties agree on the controversial issue, a written agreement shall be concluded between the Parties.
- (2) In the event that the consultations and negotiations fail to resolve the dispute within a period of six months from the date of request for consultations, any of the Parties may, unless they have otherwise agreed, submit the dispute to an arbitral tribunal composed of three members. Each Party shall appoint one arbitrator. The third arbitrator, who will be the Chairman of the arbitral tribunal and a national of a third State, shall be appointed by agreement of the other two arbitrators. If any of the arbitrators are unable to perform their duties, a substitute shall be appointed as provided for in this Article.
- (3) Should one of the Parties fail to appoint its arbitrator within two months after the other Party has submitted the dispute to arbitration and has appointed its arbitrator, the latter Party may request the President of the International Court of Justice

to make the necessary appointment. If the latter is prevented from making such an appointment or is a national of either Party, the Vice-President shall make the appointment. If, for one of those same reasons, the Vice-President is unable to do so, the appointment shall be made by the next senior member of the Court.

- (4) In the event that the two arbitrators appointed by the Parties are unable to reach an agreement within two months after their appointment concerning the Chairman, either Party may request the President of the International Court of Justice to make the corresponding appointment. If the latter is prevented from making such an appointment or is a national of either Party, the Vice-President shall make the appointment. If, for one of those same reasons, the Vice-President is unable to do so, the appointment shall be made by the next senior member of the Court.
- (5) The tribunal shall determine its own procedures, unless the Parties agree otherwise. It shall decide the dispute according to this Agreement and to the other rules of international law. The tribunal shall reach its decision by a majority of votes. Such a decision shall be final and binding for both Parties.

### Article 13

#### Entry into force

- (1) The Parties shall notify each other in writing on the compliance with their constitutional requirements in relation to the approval and entry into force of this Agreement.
- (2) This Agreement shall enter into force 30 days after the date in which the last notification referred to in paragraph (1) above has been received by the Party in question.

### Article 14

#### Duration and Termination

- (1) This Agreement shall be in force for an initial period of ten years and shall remain in force thereafter for an indefinite period of time, unless terminated in accordance with paragraph (2) of this Article.

- (2) Either Contracting Party may terminate this Agreement at the end of the initial ten year period or at any time thereafter, by giving a twelve month written notice to the other.
- (3) With respect to investments made before termination of this Agreement, its provisions shall continue to be effective with respect to such investments for a period of ten years after the date of termination.

Done in duplicate, at *Mexico*, on *July 10<sup>th</sup>, 1995*, in the French, Spanish and English languages, each text being equally authentic. In case of any divergency of interpretation, the English text shall prevail.

For the Government  
of the United Mexican States:



For the Swiss Federal  
Council:



<sup>1</sup> Herminio Blanco Mendoza.  
<sup>2</sup> Jean-Pascal Delamuraz.



## SCHEDULE

### SETTLEMENT OF DISPUTES BETWEEN A PARTY AND AN INVESTOR OF THE OTHER PARTY

#### Article 1

##### Definitions

For the purposes of this Schedule:

**disputing investor** means an investor that makes a claim under this Agreement;

**disputing parties** means the disputing investor and the disputing Party;

**disputing party** means the disputing investor or the disputing Party;

**disputing Party** means a Party against which a claim is made under this Agreement;

**ICSID** means the International Centre for the Settlement of Investment Disputes;

**ICSID Convention** means the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, done at Washington, March 18, 1965;

**New York Convention** means the United Nations Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards, done at New York, June 10, 1958;

**Secretary-General** means the Secretary-General of ICSID;

**tribunal** means an arbitration tribunal established under Article Five of this Schedule;

**tribunal of consolidation** means an arbitration tribunal established under Article Six of this Schedule; and

**UNCTRAL Arbitration Rules** means the arbitration rules of the United Nations Commission on International Trade Law, approved by the United Nations General Assembly on December 15, 1976.

#### Article 2

##### Settlement of Disputes between a Party and an Investor of Another Party

- (1) This Schedule establishes a mechanism for the settlement of investment disputes arising from the date the Agreement enters into force, that assures both equal

treatment among investors of the Parties in accordance with the principle of international reciprocity and due process of law before an impartial tribunal.

- (2) An investor of a Party, either on its own or on behalf of an enterprise of the other Party that is a legal person owned or controlled, directly or indirectly, by such an investor, may submit to arbitration a claim based on the fact that the other Party has breached an obligation under this Agreement, provided the investor has incurred loss or damage by reason of, or arising out of, that breach. An enterprise that is an investment may not submit a claim to arbitration under this Schedule.
- (3) If an investor submits a claim to arbitration under this Schedule, neither he nor his investment that is an enterprise may initiate proceedings before a national tribunal; if an investor or his investment that is an enterprise initiates proceedings before a national tribunal, the investor may not submit a claim to arbitration under this Schedule.
- (4) An investor may not submit a claim to arbitration under this Schedule if more than three years have elapsed from the date on which the investor first acquired, or should have first acquired, knowledge of the loss or damage suffered by him.

### Article 3

#### Settlement of a Claim through Consultation and Negotiation

The disputing parties should first attempt to settle a claim through consultation or negotiation.

### Article 4

#### Submission of a Claim to Arbitration

- (1) If six months have elapsed from the events giving rise to a claim and if the disputing investor has given the disputing Party written notice of his (her) intention to submit a claim to arbitration at least three months in advance, the disputing investor may submit the claim to arbitration under:
  - (a) the ICSID Convention, provided that both the disputing Party and the Party of the investor are parties to the Convention;

- (b) the Additional Facility Rules of ICSID, provided that either the disputing Party or the Party of the investor, but not both, is a party to the ICSID Convention; or
  - (c) an ad-hoc tribunal which, unless otherwise agreed upon by the parties to the dispute, shall be established under the UNCITRAL Arbitration Rules.
- (2) The arbitration rules applicable under paragraph (1) of this Article shall govern the arbitration except to the extent modified by this Schedule.

#### Article 5

##### Number of Arbitrators and Method of Appointment

- (1) Unless the disputing parties otherwise agree, the tribunal shall comprise three arbitrators, one arbitrator appointed by each of the disputing parties and the third, who shall be the presiding arbitrator, appointed by the agreement of the disputing parties.
- (2) The arbitrators appointed under this Schedule shall have experience in international law and investment matters.
- (3) If a tribunal established under this Schedule has not been constituted within three months from the date of submission of a claim to arbitration, either because a disputing party fails to appoint an arbitrator or the disputing parties are unable to agree on a presiding arbitrator, the Secretary-General, at the request of any disputing party, shall appoint, in his discretion, the arbitrator or the arbitrators not yet appointed. Nevertheless, the Secretary-General, in the case of the appointment of the presiding arbitrator, shall assure that the said presiding arbitrator is neither a national of the disputing Party nor a national of the Party of the disputing investor.

#### Article 6

##### Consolidation

- (1) A tribunal of consolidation established under this Article shall be installed in the framework of the UNCITRAL Arbitration Rules and shall conduct its proceedings in accordance with those Rules, except as modified by this Schedule.

- (2) Proceedings will be consolidated in the following cases:
- (a) when a disputing investor submits a claim to arbitration on behalf of an enterprise that he effectively controls and, simultaneously, other investor or investors participating in the same enterprise, but not controlling it, submit claims to arbitration on their own behalf as a consequence of the same breaches; or
  - (b) when two or more claims are submitted to arbitration arising from common legal and factual issues.
- (3) The tribunal of consolidation will decide on the jurisdiction over the claims and will jointly review such claims, unless it determines that the interests of either disputing party are harmed.

#### Article 7

##### Governing Law

- (1) A tribunal established under this Schedule shall decide the issues submitted in accordance with this Agreement and the other applicable rules of international law.
- (2) Any interpretation of a provision of this Agreement jointly formulated and agreed on by the Parties shall be binding on any tribunal established under this Schedule.

#### Article 8

##### Final Award

- (1) Where a tribunal established under this Schedule makes a final award, it may only award, separately or jointly:
  - (a) pecuniary damages and any applicable interest;
  - (b) restitution of property, in which case the award shall provide that the disputing Party may pay pecuniary damages and any applicable interest in lieu of restitution.

- (2) Where a claim is made by an investor on behalf of an enterprise:
  - (a) an award of restitution of property shall provide that the restitution be made to the enterprise;
  - (b) an award of pecuniary damages and any applicable interest shall provide that the payment be made to the enterprise.
- (3) The award shall provide that it is made without prejudice to any right to relief that any third person with a legal interest may have under applicable domestic law.
- (4) A tribunal established under this Schedule may not order a Party to pay punitive damages.

#### Article 9

##### Finality and Enforcement of an Award

- (1) An award made by a tribunal established under this Schedule shall solely be binding on the disputing parties and only with respect to the case decided.
- (2) Subject to the applicable review procedure for interim awards, disputing parties shall promptly comply with awards.
- (3) Each Party shall provide for the enforcement of awards in its territory.
- (4) Disputing investors may seek the enforcement of an arbitral award under the ICSID Convention or the New York Convention.
- (5) For the purposes of Article I of the New York Convention, a claim submitted to arbitration under this Schedule shall be deemed to have arisen from a commercial relationship or a transaction.

#### Article 10

##### Compensation Received under Insurance or Guarantee Contracts

In an arbitration under this Schedule, a Party shall not assert as a defense, counterclaim, right of setoff or otherwise, that the disputing investor has received or will receive, pursuant to an insurance or guarantee contract, indemnification or other compensation for all or part of the alleged damage.

**Article 11****Publication of Awards**

Final awards will only be published if there is written agreement by the disputing parties.

**Article 12****Exclusions**

The dispute settlement provisions of this Schedule shall not apply to the resolutions adopted by a Party which, for national security reasons, prohibit or restrict the acquisition of an investment in its territory, owned or controlled by its nationals, by investors of the other Party, according to the legislation of each Party.

## PROTOCOL

On signing the Agreement between the United Mexican States and the Swiss Confederation on the Promotion and Reciprocal Protection of Investments, the undersigned plenipotentiaries have, in addition, agreed on the following provisions which shall be regarded as an integral part of the said Agreement.

### Ad Article 1

The exclusion of certain items from the definition of the term "investment" is without prejudice to the rights and obligations connected with such items.

### Ad Article 3

The Parties recognize that it is inappropriate to encourage investment by relaxing domestic health, safety or environmental measures. Accordingly, neither Party should waive or otherwise derogate from, or offer to waive or derogate, such measures as an encouragement for the establishment, acquisition, expansion or retention in its territory of an investment of an investor. If either Party considers that the other Party has offered such an encouragement, it may request consultations.

The Parties recognize that the entry and the expansion of investments in their territory by investors of the other Party shall be subject to relevant instruments of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) in the field of international investments.

### Ad Article 4

- (1) Notwithstanding the provisions of paragraphs (2) and (3), either Party may grant to its own investors, within the framework of its development policy, special incentives in order to stimulate the creation of local industries, provided they do not significantly affect the investment and activities of investors of the other Party in connection with an investment.

- (2) Notwithstanding the principle of national treatment, either Party may require an investor of the other Party, or an enterprise in its territory, owned or controlled by such investor, to provide routine information for statistical purposes concerning its investment.

#### Ad Article 5

- (1) Notwithstanding paragraphs (1) and (2), the Mexican Government may impose requirements in connection with an investment in its territory in the following sectors: Entertainment Services, Automotive Industry, Water Transportation, Maquiladora Industry ("Maquiladora Decree") and Export Manufacturing ("ALTEX Decree", "PITEX Decree"), provided that such requirements are foreseen in the domestic legislation as of the date of entry into force of this Agreement. Swiss investors shall not be treated less favourably than investors of any third State.
- (2) To the extent that any requirement according to paragraph (1) above will be liberalized in the context of NAFTA or otherwise, Swiss investors shall be granted most favoured nation treatment.
- (3) Paragraph (2) shall not be construed to prevent a Party from conditioning the receipt or continued receipt of an advantage, in connection with an investment in its territory, on compliance with a requirement related to the geographic location of the production facilities, or to the creation of employment or the training of workers.

#### Ad Article 6

The Parties recognize that this Article shall be applied in accordance with the provisions of relevant instruments of the OECD as accepted by the Parties, including, in particular, provisions on temporary derogations from the principle of free transfer.



Done in duplicate, at *Mexico*, on *July 10<sup>th</sup>, 1995*, in the French, Spanish and English languages, each text being equally authentic. In case of any divergency of interpretation, the English text shall prevail.

For the Government  
of the United Mexican States:



For the Swiss Federal  
Council:



---

<sup>1</sup> Herminio Blanco Mendoza.

<sup>2</sup> Jean-Pascal Delamuraz.

